



SOMMAIRE

Point 110 de l'ordre du jour :

Question de Chypre (*suite*) 749

Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA
(Algérie).

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Chypre (*suite*)

1. M. WEIDINGER (Autriche) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a suivi avec beaucoup d'attention les débats qui se sont déroulés jusqu'à présent, et en particulier les déclarations prononcées par les représentants des deux communautés chypriotes.
2. Comme chacun sait, ma délégation est intervenue à plusieurs reprises au cours des débats sur la question de Chypre qui se sont déroulés au Conseil de sécurité. Nous avons traité de tous les éléments qui constituent le problème et participé activement à l'élaboration de plusieurs projets de résolutions qui ont, par la suite, été adoptés par le Conseil de sécurité. Nous reprenons la parole en ce débat à l'Assemblée générale pour prouver l'intérêt réel que nous portons à cette petite île et pour renouveler notre profond engagement envers l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Chypre.
3. Nous estimons que le débat sur cette question en séances plénières doit se dérouler en pleine conscience de nos responsabilités, dans un esprit constructif, compte tenu du fait que l'objectif fondamental le plus important que nous voulons atteindre, c'est le rétablissement de la paix et de la tranquillité sur l'île de Chypre. La résolution que nous allons adopter sera cruciale à cet égard. Bien que l'on ne puisse oublier ou passer sous silence ce qui s'est produit à Chypre après le 15 juillet 1974 et ce qui s'y est produit avant, nous devons laisser derrière nous les accusations et contre-accusations de même que les récriminations acrimonieuses, et le seul vainqueur de nos délibérations doit être le peuple de Chypre.
4. Pour l'Autriche, qui dans l'histoire a payé plus d'une fois très cher le prix de sa liberté et de son indépendance le rejet absolu de toute forme d'utilisation de recours à la force ou de menace de recours à la force, de même que de toute ingérence étrangère dans les affaires internes d'un Etat est une question fondamentale. Cette attitude a été exposée clairement et à plusieurs reprises par ma délégation. Le principe de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la communauté

internationale est particulièrement important et valable dans le cas de Chypre — jeune république qui n'a jamais été à l'abri de la menace d'une ingérence extérieure dans ses affaires internes.

5. Après que les armes se sont tuées à Chypre, la tragédie et les souffrances immenses qui ont frappé les deux communautés de la population de l'île se sont révélées dans toute leur horreur. Un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants appartenant aux deux communautés sont morts, d'autres ont été blessés et un tiers de l'ensemble des habitants, grecs et turcs, ont été déplacés de leurs foyers et sont devenus des réfugiés qui vivent dans la plus précaire des situations, et ce sans parler de la destruction énorme de l'économie de ce petit Etat et du coup ruineux qui lui a été porté.

6. Ce sont là des questions de caractère humanitaire que la communauté internationale — tout en recherchant les voies et les moyens pour trouver une solution politique pacifique au problème — doit régler de façon urgente et décisive. Nous nous félicitons sincèrement de voir que ces problèmes humanitaires figurent à la première place — et ont même à l'heure actuelle la prépondérance — dans les consultations et les négociations qui se déroulent entre les dirigeants des deux communautés. Nous pensons que ces négociations sont d'une importance cruciale pour l'avenir de l'île et que les résultats acquis jusqu'à présent constituent un point de départ encourageant d'une évolution nouvelle dans un cadre plus large.

7. Bien que nous admettions que la question des réfugiés, et en particulier celle de leur rapatriement, est étroitement liée au problème politique et constitutionnel, je tiens toutefois à déclarer nettement que nous sommes profondément consternés de voir qu'une fois de plus, dans l'histoire de l'humanité, l'on se sert des réfugiés comme d'une arme politique, que leur sort est calculé et exploité sous l'angle d'avantages politiques à gagner, et que l'adoucissement de leur situation dépend de nombreux autres problèmes qui, de par leur nature, défient une solution rapide.

8. Dans un esprit d'amitié et de solidarité, l'Autriche n'a jamais manqué de fournir à Chypre, lorsqu'elle en a eu besoin, l'aide qui lui était nécessaire pour promouvoir le développement pacifique de l'île. L'Autriche a été parmi les premiers pays à fournir des effectifs à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Nous le faisons depuis bientôt 10 ans, et ce au prix de sacrifices matériels considérables, et dernièrement même, au prix de sacrifices humains. De plus, mon pays a été parmi ceux qui ont répondu à l'appel urgent lancé par le Président de la République de Chypre demandant une aide d'urgence pour la population de l'île, en fournissant notamment des médicaments et du matériel médical équivalant à un million de schillings autrichiens. En outre, pour

répondre à un appel lancé plus tard par le Secrétaire général des Nations Unies, le Gouvernement autrichien a décidé il y a quelques jours de consacrer une somme supplémentaire d'un million de schillings autrichiens à la population de Chypre.

9. Je crois qu'à ce stade, il est juste d'exprimer notre reconnaissance et de rendre un hommage élogieux aux efforts inlassables déployés par le Secrétaire général lui-même, par son personnel, par la Force et par le Comité international de la Croix-Rouge [CICR], de même que par de nombreuses organisations qui se sont jetées dans la bataille dans le but d'apaiser les souffrances humaines et de soulager la misère à Chypre.

10. Mis à part les aspects purement humanitaires qui préoccupent au premier chef à l'heure actuelle la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, nous avons toujours pensé que la présence des Nations Unies sur l'île — sur le plan politique et militaire — était très importante non seulement pour empêcher une reprise des hostilités entre les deux communautés, mais également pour aider au déroulement des entretiens intercommunautaires, dans lesquels nous avons tous placé de grands espoirs. La présence continue des Nations Unies sera — notamment dans les circonstances actuelles — indispensable pour maintenir le calme qui est la condition *sine qua non* à l'établissement d'une paix véritable et durable.

11. Les trois principaux problèmes auxquels Chypre doit faire face, et en fait auxquels doit faire face la communauté internationale dans son ensemble, sont bien connus. Je viens de traiter de l'un d'entre eux, à savoir le problème humanitaire. Les autres ont trait à la garantie de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre, de même qu'à l'établissement d'un ordre constitutionnel acceptable par les deux communautés. Je pense que dans tous ces domaines, un petit Etat Membre de l'Organisation a le droit de recevoir aide, secours, appui et encouragement de la part de la communauté internationale; et bien que ce soit principalement aux Etats directement intéressés qu'il revient de garantir la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'île, les deux communautés elles-mêmes devront choisir un ordre constitutionnel dans lequel elles pourront vivre ensemble dans la paix.

12. Lors de la construction de cet ordre constitutionnel, il est évident que les impératifs de la sécurité des deux communautés devront constituer une partie importante; seul un système qui tiendra compte d'une façon pertinente de cette question fondamentale disposera de la force nécessaire pour résister à l'épreuve du temps. De plus, quelle que soit la solution qui interviendra, il faut, selon nous, qu'elle vise un but, qui est celui de la sauvegarde de l'intégrité territoriale de Chypre.

13. On doit donner aux deux communautés la possibilité de construire ce cadre pour leur avenir libre de toute pression d'une présence militaire qui, de quelque côté qu'elle s'exerce, ne peut le faire qu'au détriment de la réalisation de cet objectif final.

14. Lorsque je dis que Chypre a droit à une aide de la part de la communauté internationale, j'estime également qu'à son tour la communauté internatio-

nale peut, à bon droit, s'attendre à la raison, à l'esprit de conciliation et, en fait, à une attitude rationnelle de la part des deux communautés lorsqu'elles s'efforcent de forger leur destinée commune.

15. Compte tenu de ce qui s'est passé récemment et de ce qui se produit depuis longtemps déjà, nous comprenons que nous demandons peut-être beaucoup; mais nous sommes néanmoins convaincus que c'est la seule et unique façon de ne pas commettre de nouveau les erreurs du passé et de construire un avenir qui assurera la tranquillité, le bonheur et la prospérité de Chypre dans son ensemble. Nous avons une grande confiance dans la force inhérente du peuple de Chypre qui saura s'attaquer à cette tâche sans avoir besoin d'une ingérence extérieure.

16. Je conclurai en formulant l'espoir sincère que la résolution que cette Assemblée va adopter ne placera pas d'obstacles sur la voie de la compréhension, mais constituera, au contraire, un nouveau départ pour toutes les parties intéressées. Ce n'est qu'alors que l'Assemblée aura relevé le défi qui lui a été lancé et aura répondu aux grands espoirs qu'un petit Etat Membre a placés en elle à juste titre.

17. M. HOLLAI (Hongrie) [*interprétation de l'anglais*] : Quiconque est allé à Chypre, ne serait-ce qu'une seule fois, ne peut oublier la beauté naturelle de cette île, la vitalité et l'amitié chaleureuse de ses habitants, qu'ils soient grecs ou turcs. Il est d'autant plus navrant de savoir que le peuple de Chypre se voit refuser depuis si longtemps le droit de goûter tranquillement aux bienfaits de la paix, car une triste conséquence des interventions étrangères ouvertes de ces derniers mois est que l'existence même du peuple de Chypre, sa liberté, son indépendance et la souveraineté du pays sont gravement en danger.

18. Les événements de Chypre ne sont pas une tragédie inévitable du destin; ils ne sont pas l'œuvre de forces aveugles entraînant des conséquences incalculables. Les pressions et les forces que recouvrent ces événements ne nous sont que trop bien connues. On pourrait y voir une des tentatives anachroniques — espérons que ce sera la dernière — de la politique de force de la guerre froide qui veut arrêter le progrès de la détente internationale et contenir les forces du progrès.

19. Qui ne se souvient ici que, dès 1947, le président Truman assignait au bassin méditerranéen un rôle stratégique contre l'Union soviétique et les pays socialistes naissants ? Qui ne connaît les innombrables plans et conceptions ultérieurs de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN] qui, tous, donnaient au flanc méridional et sud-oriental de la Méditerranée un rôle particulier ? Certains pays de l'OTAN devaient donner à ces desseins une importance plus grande encore à partir du moment où Israël s'était vu assigner un rôle grandissant dans la stratégie impérialiste contre les pays arabes progressistes au Moyen-Orient.

20. A aucun moment les stratèges de l'OTAN n'ont renoncé à leurs desseins d'amener, sous un prétexte ou sous un autre, Chypre dans leur orbite et d'intégrer l'île dans leur réseau de bases militaires. Et les milieux impérialistes de la guerre froide, estimant que l'indépendance et la souveraineté de Chypre, ainsi que la politique progressiste de non-alignement suivie cons-

tamment par le Gouvernement et les dirigeants de Chypre, tenaient leurs desseins en échec, n'ont cessé de l'attaquer ouvertement et en coulisses. C'est l'une de ces attaques qui, l'été dernier, devait ouvrir un nouveau chapitre — le plus grave d'ailleurs — dans l'histoire du conflit de Chypre, conflit dont l'ONU doit en ce moment examiner les conséquences tragiques.

21. Déjà, au cours de la discussion générale, un grand nombre d'orateurs ont souligné que l'attaque contre le régime constitutionnel de la République de Chypre avait été organisée et lancée par les ennemis jurés de la détente internationale, d'une meilleure coopération entre Etats en Europe et ailleurs et de relations amicales entre les peuples. C'est sur la junte militaire fasciste de la Grèce et sur ses chefs, dont le gouvernement antidémocratique illégal était réprouvé depuis longtemps par l'opinion publique mondiale, que retombe le lourd fardeau de la responsabilité de la révolte historique contre l'archevêque Makarios et pour tous les actes criminels qui ont abouti à la tragique situation d'aujourd'hui.

22. La chute de la junte militaire grecque a été provoquée par ses propres manigances. Il n'y a pas de raison pour que le peuple de Chypre soit la victime des crimes de la junte militaire grecque; et nous ne pouvons que nous réjouir du fait que le Gouvernement grec regrette aujourd'hui les conséquences des actes de la junte et les événements actuels à Chypre.

23. Nous ne saurions condamner avec assez de force les actes de ceux qui, depuis si longtemps, cherchent à saper l'indépendance de Chypre en inventant toutes sortes de moyens d'aviver l'inimitié entre les deux secteurs de la population de cette île, les communautés grecque et turque. Nous savons très bien que la haine raciale, religieuse ou nationale ne prend pas naissance chez les travailleurs; toujours et partout, c'est d'en haut ou de l'extérieur qu'elle a été insufflée aux masses.

24. L'intérêt fondamental des Chypriotes grecs et des Chypriotes turcs reste le même: sauvegarder l'indépendance de Chypre et assurer la prospérité de leur pays.

25. Les relations de la République populaire de Hongrie avec la République de Chypre n'ont cessé de se développer dans le cadre des principes de l'égalité, de la souveraineté et des avantages mutuels et, je peux dire aussi, dans le cadre des nobles principes de la coexistence pacifique. Nous avons toujours eu le plus grand respect pour le Gouvernement de l'île et pour ses dirigeants, en qui le peuple hongrois a toujours vu les défenseurs de l'unité de Chypre et de son statut de pays non aligné. Voilà pourquoi notre peuple et notre gouvernement, dès le début de la crise, ont suivi avec beaucoup d'attention le cours des événements à Chypre.

26. Nous continuons d'être fidèles à la position formulée dans le communiqué publié le 1^{er} août 1974 par le Bureau de l'information du Conseil des ministres de la République populaire hongroise:

“Le Gouvernement de la République populaire hongroise condamne les activités visant à la liquidation de l'indépendance de la République de Chypre ainsi qu'à la partition de l'île, activités qui tendent à faire de Chypre un prolongement de l'OTAN. Le Conseil des ministres ne considère pas l'accord

tripartite de Genève comme étant pleinement conformes aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et ne juge pas qu'il soit satisfaisant. Il estime qu'il est indispensable de faire partir toutes les forces militaires étrangères de Chypre. Il juge qu'il est contraire aux intérêts et aux droits de la population chypriote que certaines parties veuillent prendre des décisions concernant l'avenir de Chypre derrière le dos des représentants légitimes de son peuple et sans leur participation.

“Le Gouvernement hongrois apporte son appui aux propositions présentées au Conseil de sécurité par le Gouvernement de l'Union soviétique concernant le règlement de la situation à Chypre. Il considère que cela est nécessaire et il réitère sa demande que soient garantis la pleine indépendance et la pleine souveraineté de la République de Chypre...”¹.

27. Personne ne peut nier que l'ancien système des prétendues puissances garantes s'est révélé totalement incapable de garantir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre. Qui plus est, personne ne peut vraiment s'attendre à ce que les Etats membres de l'OTAN — qui sont les puissances garantes — assurent le statut de pays non aligné à ce petit pays.

28. La proposition de l'Union soviétique tendant à convoquer une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies² a pour but de trouver un moyen plus sûr et plus efficace de garantir l'indépendance, la souveraineté et le statut de Chypre en tant que pays non aligné. A la lumière des événements survenus récemment, cette proposition n'a rien perdu de son importance.

29. Nous savons pertinemment que le fracas de l'agitation et des conflits d'intérêts — réels ou imaginaires — rend difficile, à l'heure actuelle, la recherche d'une solution rapide à la crise de Chypre. Nous sommes néanmoins fermement convaincus que le règlement ne peut être retardé. Les relations internationales d'aujourd'hui ne peuvent tolérer la flamme de la guerre, non plus qu'une situation de “ni guerre ni paix”, où que ce soit dans le monde. Les vestiges des forces de la guerre froide ne doivent pas aller à l'encontre de la tendance croissante à la détente internationale et à la coopération. Nous pensons que l'immense majorité des Etats Membres sont en faveur d'une solution pratique qui serait également acceptable et utile aux communautés nationales de Chypre et à tous ceux qui s'estiment responsables de la paix dans l'île, ainsi qu'au bien-être et aux droits de la population.

30. Cette solution ne peut pas être autre chose que le rétablissement de l'unité, de la souveraineté et du statut de Chypre en tant que pays non aligné, grâce à un gouvernement constitutionnel prêt à soutenir toutes ces exigences. Nous estimons que les communautés chypriotes sont en mesure d'organiser leur vie et leur avenir dans le cadre d'un Etat pleinement indépendant. Il faut donc que soient retirées immédiatement toutes les forces militaires étrangères de Chypre et qu'il soit mis un terme à toutes les formes d'intervention et d'asservissement étrangers. Laissons enfin le peuple chypriote, après tant d'hostilités et de souffrances, jouir des bienfaits tant mérités de la paix. Il

y va de l'intérêt non seulement de Chypre, mais de toute la communauté internationale.

31. M. TSHERING (Bhoutan) [*interprétation de l'anglais*] : Le chef de ma délégation, dans la déclaration qu'il a faite lors de la discussion générale de l'Assemblée [2265^e séance, par. 75], a déclaré que le Bhoutan avait suivi avec beaucoup d'inquiétude les graves événements qui s'étaient produits dans la République de Chypre. Ma délégation a été particulièrement préoccupée par les tragiques événements qui ont eu lieu à Chypre le 15 juillet, ainsi que par les hostilités qu'a entraînées peu après une intervention armée étrangère.

32. Nous avons écouté avec un vif intérêt les vues exprimées par les représentants des deux communautés; elles nous ont permis de mieux comprendre de nombreux éléments importants des événements récents qui se sont déroulés à Chypre.

33. Comme les membres le savent, plusieurs ministres des affaires étrangères et d'autres représentants ont parlé de la situation qui règne à Chypre dans leurs déclarations. Si l'on jette un coup d'œil sur ces déclarations, on constate qu'il y a un point sur lequel il n'y a aucune divergence de vues : la plupart des orateurs ont déclaré que l'Organisation devrait déployer tous ses efforts en vue de trouver une solution pacifique et constitutionnelle et, surtout, susceptible d'assurer le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre.

34. Ce que l'on entend par là est clair. Il existe un sentiment très répandu en faveur de la protection de l'existence d'un Etat Membre de l'Organisation qui a souscrit et adhéré aux buts et principes de la Charte. Il est donc naturel que l'on s'attende à ce que cette importante Organisation joue, lorsque cela est impératif, le rôle de protecteur, un rôle qui est d'une importance vitale, en particulier quand il s'agit de petites nations moins puissantes. Les tragiques événements de Chypre ont constitué une menace à la paix et à la sécurité internationales, et à ce moment-là une énorme responsabilité a incombé au Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité a été à la hauteur et a adopté, à l'unanimité, la résolution 353 (1974).

35. Chypre étant un pays non aligné, le groupe des pays non alignés a également été touché par cette situation. A ce propos, le représentant du Sri Lanka a succinctement décrit l'inquiétude des pays non alignés et, avec votre permission, je vais lire un extrait de sa déclaration :

“La souffrance de Chypre est ressentie par le mouvement des pays non alignés; la libération de Chypre est la libération du non-alignement; la trahison et l'abandon de Chypre sont la trahison et l'abandon des principes de la Charte.” [2263^e séance, par. 74.]

36. Il reste maintenant à l'Assemblée générale à étudier quels moyens doivent être employés pour résoudre la crise. Le respect et l'application des résolutions du Conseil de sécurité sont également la base même des opérations de l'ONU pour le maintien de la paix. La population des deux communautés a souffert et souffre encore énormément. Des milliers de personnes ont été déracinées; l'économie agricole a été entièrement bouleversée. L'existence même d'un petit Etat non aligné et sans défense est menacée.

37. De nombreuses propositions ont été faites en cette assemblée. Cependant, un élément qui n'a pas été pris en considération dans notre examen de la question est la population de Chypre. Si la population de Chypre avait été associée dès le début aux pourparlers de paix, la suite des événements aurait pu prendre une meilleure tournure. Pour parler franc, le problème de Chypre est un problème qui doit être résolu fondamentalement par les deux communautés. Il faut donc créer un climat propice à l'instauration d'un dialogue, que des négociations puissent être entreprises et qu'un échange de vues libre et franc soit possible entre elles sans ingérence étrangère. Pour créer ce climat favorable aux négociations entre les deux communautés, il faudra que toutes les troupes étrangères quittent le pays. La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, dont le mandat a été renouvelé et élargi, constitue une garantie suffisante pour apaiser les craintes de la communauté minoritaire et cette Force doit rester en place jusqu'à ce que les deux communautés soient parvenues à un règlement constitutionnel, non seulement pour renforcer la Charte des Nations Unies et défendre le principe du non-alignement, mais également pour rétablir la stabilité interne, garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales de la population des deux communautés.

38. Si la crise de Chypre se poursuit et si on laisse aller les choses, la paix et la sécurité internationales seraient alors certainement menacées. Il est donc nécessaire que l'Assemblée réaffirme sa politique de paix, de justice et de progrès et lance un appel à tous les Etats pour qu'ils respectent, sans conditions ni réserves, la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le non-alignement de Chypre.

39. Il est d'ailleurs encourageant de constater, d'après les déclarations des représentants de Chypre et de la Grèce, qu'ils ont abandonné l'*enosis*. La politique de l'*enosis* ne pouvait mener à aucune solution acceptable du problème; de même que l'ingérence militaire de quelque partie que ce soit, pour quelque raison que ce soit, ne peut trouver de justification. Ma délégation s'oppose à toute tentative faite pour imposer une solution militaire à un Etat non aligné sans défense. Le Bhoutan s'oppose à toute ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat Membre de l'Organisation.

40. L'Assemblée doit instamment demander le retrait immédiat, de Chypre, de toutes les forces armées étrangères et de tout le personnel militaire étranger, afin de permettre aux deux communautés de décider librement de l'avenir de leur république. En outre, il faudrait faciliter le retour en toute sécurité des réfugiés dans leurs foyers. A ce propos, le Secrétaire général devrait être également doté de tous les pouvoirs lui permettant d'exercer ses bons offices et de garder en place la Force dans des conditions qui mèneront à la création d'un climat indépendant dans lequel les deux communautés pourront parler de paix et régler leurs différends sans crainte d'ingérence étrangère. Laissons-les être les architectes de leur propre destin commun.

41. Nous apprécions à leur juste valeur les efforts extraordinaires déployés par toutes les parties intéressées au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les efforts faits par les dirigeants des deux

communautés à Chypre pour organiser le retour des réfugiés dans leurs foyers est de bon augure. Ma délégation espère sincèrement que ces activités marqueront le début encourageant d'un dialogue fructueux qui mènera à un règlement durable et à la paix à Chypre.

42. M. GILANI (Pakistan) [interprétation de l'anglais] : Nous avons tous entendu les représentants des deux communautés de Chypre, mardi, le 29 octobre à la Commission politique spéciale. Cette commission a présenté hier son rapport à l'Assemblée générale [A/9820]. Au cours des débats antérieurs sur la question de Chypre, nous avons été informés de la situation difficile dans laquelle se trouvent les Chypriotes grecs du fait des événements survenus récemment dans l'île. Nous avons maintenant entendu le représentant de la communauté chypriote turque.

43. Ma délégation estime que nous devons accorder une attention très sérieuse aux doléances qui nous ont été exposées — pas seulement celles qui ont une origine récente, mais également celles qui remontent plus loin dans le temps.

44. Ma délégation estime que les craintes et les appréhensions réelles de la communauté chypriote turque qui a été expulsée du foyer de ses ancêtres et qui mène une vie de privation et de désespoir dans les camps, doivent également être prises en considération, car toutes les privations et souffrances humaines méritent une égale sympathie. A notre avis, il serait sage de se souvenir qu'un peuple qui vit dans le dénuement s'impatiente du *statu quo*. Le *statu quo* ne peut constituer la base d'un règlement quelconque. Permettez-moi de citer un extrait de la déclaration faite à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale par le premier ministre Bhutto, alors ministre des affaires étrangères :

“Ce serait une illusion des plus dangereuses que de croire que le monde actuel... pourra subsister grâce à des solutions de fortune et au maintien d'un *statu quo* précaire... l'Organisation des Nations Unies ne doit pas favoriser l'injustice et l'inégalité. Ou alors, au lieu d'aboutir à la paix et à la sécurité, nous nous perdrons dans les sables mouvants de l'opportunisme et dans le labyrinthe de la politique de puissance. Pour ne pas subir le sort de la Société des Nations, notre Organisation ne doit jamais perdre de vue son tout premier objectif : le règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques, selon les principes de la justice et du droit international³.”

45. Le Pakistan a suivi les événements de Chypre avec une vive inquiétude. Ces événements constituent, à notre avis, une grave menace pour la paix dans la région. Nous estimons que la crise actuelle est le résultat d'une longue suite de tragiques événements qui se sont succédé depuis une dizaine d'années. La volonté de la Turquie de régler cette crise par la négociation et non par la force a été nettement manifestée par son désir de se rendre à Genève. Si la Turquie est intervenue par la suite pour sauvegarder une minorité ethnique qui avait mené une vie de réfugiés dans son propre pays, qui avait été expulsée soit par la crainte, soit par la force, de ses terres et de ses foyers, cette intervention doit être envisagée dans le contexte de l'histoire des 11 dernières années et du

soutien déclaré de la Turquie à l'indépendance et à la souveraineté de Chypre.

46. Le peuple du Pakistan compatit aux épreuves subies par tous les sans-abri de Chypre, d'hier et d'aujourd'hui. Etant donné notre propre expérience historique, nous sommes de tout cœur avec eux.

47. Le Gouvernement pakistanais se félicite de l'engagement pris par toutes les parties intéressées de respecter l'indépendance et la souveraineté de Chypre. Nous espérons vivement que les initiatives actuelles, tant aux Nations Unies qu'ailleurs, contribueront à orienter ce conflit tragique vers une solution juste et durable.

48. Nous estimons cependant que le succès des négociations dépend pour une grande part de la mesure dans laquelle chacune des parties est prête à comprendre le point de vue de l'autre. Une solution dénuée de réalisme, de justice, ou tout simplement tendancieuse, et qui n'aurait pas l'approbation des principaux protagonistes, c'est-à-dire les communautés chypriotes grecque et turque, ne saurait être acceptée.

49. Si les deux parties font preuve de bonne volonté, il devrait être possible de négocier un accord honorable assurant les droits fondamentaux de l'homme et les intérêts des deux communautés nationales de Chypre sur un pied d'égalité, et conformément aux principes de justice et d'indépendance de Chypre.

50. Ma délégation prie instamment tous les Etats qui partagent la préoccupation du Pakistan en ce qui concerne la paix et la tranquillité dans cette région, et qui ont déjà été affectés par la tragédie de nos frères de Palestine, d'exercer leur influence en vue de faire pencher la balance en faveur de la justice pour les deux communautés nationales vivant ensemble depuis des siècles à Chypre et qui, nous l'espérons, continueront à partager un avenir commun.

51. Le Pakistan entend participer à la discussion dans ce même esprit — non pour prolonger les problèmes mais pour les résoudre. Nous sommes certains que c'est sur cette voie que l'Assemblée devrait diriger tous ses efforts.

52. M. RAE (Canada) [interprétation de l'anglais] : Le Canada a suivi avec une vive inquiétude le déroulement des événements pénibles qui sont survenus à Chypre au cours des derniers mois. La situation a d'abord été considérée comme étant une tragédie humaine, ainsi qu'en témoignent le massacre et les souffrances de populations qui aspirent depuis longtemps à la paix et à la sécurité. A l'approche de l'hiver, nous faisons nôtre cette inquiétude généralisée quant au sort de plus de 200 000 réfugiés des deux communautés qui ont dû quitter leurs foyers et qui vivent maintenant dans des conditions précaires.

53. Même s'ils sont survenus à des milliers de milles du Canada, ces événements ne revêtent pas moins une importance tangible pour les Canadiens, dont bon nombre retracent leur origine dans cette partie du monde.

54. La participation du Canada à titre de pays ayant fourni des troupes à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre sensibilise également les Canadiens aux événements qui se produisent à Chypre. Depuis 10 ans, un effectif militaire canadien sert dans la Force établie conformément à la résolu-

tion 186 (1964) du Conseil de sécurité, du 4 mars 1964. Durant cette période, plus de 16 000 membres des forces armées du Canada ont tour à tour servi dans la Force de l'ONU en témoignage de l'engagement du Canada envers la cause de la paix dans l'île. Il ne fait pas de doute dans notre esprit que la Force des Nations Unies a joué un rôle utile et même indispensable au cours des années afin de, selon la formulation même de la résolution 186 (1964),

“... prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale”.

La Force n'a pu empêcher l'effusion de sang et les hostilités qui ont suivi le coup d'Etat militaire en juillet et les interventions militaires ultérieures de la Turquie, mais elle continue d'être, à notre avis, un élément important dans toute tentative visant à stabiliser la situation et à permettre aux parties de commencer à œuvrer dans le sens d'un règlement politique. Voilà pourquoi le Canada a répondu promptement à la demande du Secrétaire général de renforcer son contingent de maintien de la paix à Chypre. Le contingent canadien est passé de 487 à 945 membres et il continue de constituer le deuxième contingent national en importance au sein de la Force.

55. Le rôle et les fonctions de la Force ont évolué de façon souple et pragmatique en fonction de son mandat de 1964 [*résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité*] et à la suite de diverses résolutions du Conseil, notamment les résolutions 353 (1974) et 361 (1974). Comme l'a rapporté le Secrétaire général et ainsi qu'il a été approuvé par le Conseil, la Force a encore comme fonctions principales d'aider à maintenir le cessez-le-feu, de protéger et d'aider les groupes des deux communautés lorsqu'ils sont en détresse ou dans le besoin et d'exécuter diverses tâches humanitaires. Des rapports successifs du Secrétaire général renfermant nombre d'exemples précis de ces activités essentielles, lesquelles servent de façon générale à faciliter dans l'île les conditions qui permettront la reprise des négociations tendant à un règlement pacifique durable. Nous désirons rendre hommage au Secrétaire général et à son personnel à New York, et sur le terrain, au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Weckmann Muñoz, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et au CICR à Chypre; tous ont travaillé en étroite collaboration avec la Force afin de soulager la souffrance humaine.

56. Le Canada a été profondément troublé à l'annonce du déclenchement des hostilités ouvertes en juillet et en août; à ce moment-là, les troupes de la Force et, par ce fait même, le contingent canadien, ont été menacées d'une attaque directe, puis soumises à cette attaque. En cette occasion et au cours d'incidents ultérieurs, le contingent canadien a été au nombre de ceux qui ont subi des pertes. Il ne fait aucun doute que la Force ne pourra jouer un rôle efficace qu'en s'assurant l'appui et la coopération des parties directement intéressées. Nous leur demandons de coopérer à part entière à la sécurité du personnel de la Force. Nous sollicitons leur entière collaboration pour permettre à la Force d'œuvrer librement dans toutes les régions de Chypre, en conformité avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Dans les observations qu'il a formulées devant le Conseil

de sécurité le 15 août 1974, le Secrétaire général a déclaré qu'il

“... tombe sous le sens que la Force, avec son mandat et ses contingents actuels, ne pourrait s'interposer entre deux armées aux prises dans une véritable guerre”⁴.

Il a souligné toutefois que la Force avait fait le maximum pour limiter les conséquences des hostilités et pour venir en aide à la population civile, dans la mesure du possible. Le Canada estime que la Force devrait pouvoir s'acquitter de ses tâches humanitaires et de maintien de la paix d'une façon efficace et sûre, en songeant aux meilleurs intérêts du peuple chypriote tout entier. Nous demandons donc à toutes les parties intéressées de continuer à coopérer à cette fin.

57. Dans le discours qu'il prononçait lors de la discussion générale, le 25 septembre 1974, l'honorable Allan J. MacEachen, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada, déclarait ce qui suit :

“Si l'on veut que les Nations Unies poursuivent une activité pleinement efficace dans ce domaine, il est essentiel de tenter des efforts parallèles sur le plan politique, surtout de la part des parties les plus directement en cause pour transformer en une réalité plus durable la paix temporaire confiée à une force des Nations Unies.” [2242^e séance, par. 95.]

58. Le Canada appuie la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre. Les négociations constituent l'instrument clef à cette égard; en conséquence, nous encourageons une reprise très prochaine des entretiens entre les parties intéressées, sous une forme qui offre des chances de réussite. Parmi les questions importantes qui devront être abordées de toute urgence lors de ces entretiens figurent la réduction et le retrait des forces étrangères qui se trouvent à Chypre autrement qu'en vertu d'accords internationaux et la solution du problème des réfugiés. La délégation canadienne estime que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité semblent fournir un cadre de travail précieux au sein duquel les populations directement visées peuvent amorcer le processus, peut-être long et ardu, qui consiste à élaborer des arrangements constitutionnels et autres permettant aux communautés de vivre en paix entre elles, ces dernières étant confiantes que leur sécurité, leurs intérêts et leurs droits seront respectés et protégés.

59. M. BITSIOS (Grèce) : Il y a 10 ans, à la demande du Gouvernement de Chypre, les Nations Unies étaient saisies de la question que nous sommes aujourd'hui appelés à débattre.

60. En 1964, des concentrations de forces armées sur la côte turque et des démonstrations navales dans les eaux territoriales de Chypre, accompagnées de survols aériens, menaçaient l'intégrité territoriale de la petite République et la vie de ses habitants.

61. Aux yeux de la communauté internationale la menace était bien réelle, car la Turquie, malgré la renonciation formelle à toute revendication contenue dans le Traité de Lausanne de 1923⁵ avait jeté son dévolu sur l'ensemble ou, au besoin, sur une partie de l'île dès le moment où le régime colonial tirait à sa fin. Les traités de 1960⁶ avaient provisoirement freiné cette aspiration, mais le partage de l'île rede-
vint, vers la fin de 1963, un slogan favori en Turquie.

Et les Nations Unies, devant le danger qui pesait sur un de leurs Membres, prirent Chypre sous leur protection. Un représentant spécial du Secrétaire général s'installait à Nicosie et une force internationale chargée du maintien de la paix était expédiée à Chypre. Cette force devint, par la suite, l'instrument perfectionné de la volonté des Nations Unies et un élément irremplaçable de stabilisation. Le coût de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre s'élève jusqu'à ce jour à plus de 140 millions de dollars. D'autre part, le Conseil de sécurité, par une série de résolutions, barrait la route à toute intervention par la force des armes en rappelant à la Turquie et à tous les Membres de l'Organisation les obligations découlant de la Charte. Ainsi, à partir de 1964, Chypre devait en grande partie survivre comme Etat indépendant au bouclier qu'avaient levé les Nations Unies contre les visées turques. Et on pouvait espérer que, grâce aux efforts de M. Clerides et de M. Denktaş, chargés à Nicosie du dialogue intercommunautaire, on arriverait enfin à la solution définitive du problème.

62. Aujourd'hui, le tableau que présente Chypre est, hélas, bien différent. La Force est toujours présente dans l'île mais elle a été refoulée par l'armée d'invasion et rendue incapable de remplir dans la section occupée même un rôle purement humanitaire. Equipés avec des moyens de destruction les plus modernes, fournis à la Turquie dans des buts bien différents, 35 000 soldats turcs ont envahi l'île et occupé une grande partie du territoire de la République, la partie la plus riche, la plus productive.

63. "C'est une force de paix que nous expédions à Chypre pour protéger la communauté turque", avait déclaré Ankara. Une force de paix, en effet qui a exposé la communauté turque à la furie de la guerre civile, qui a fait 200 000 réfugiés grecs, soit 40 p. 100 de la population et qui a disloqué la structure économique du pays pour plusieurs années à venir. Chypre est aujourd'hui l'image de la misère et de la destruction.

64. Dans la zone occupée peu d'étrangers ont obtenu l'autorisation de pénétrer. L'un d'eux a décrit ce qu'il a vu en ces termes :

"Pour les Chypriotes turcs "libérés", la vie derrière les lignes turques à Chypre est quelque chose d'étrange et d'inconfortable. La première impression du visiteur est un vide irréel, ce qui n'est pas surprenant lorsque l'on se rend compte que la région a été dépeuplée, 75 p. 100 de sa population l'ayant quittée. Dans les bourgades jumelles de Karavas et Lapithos, qui avaient une population s'élevant à un total d'à peu près 7 000 habitants, un seul couple anglais continue à résider, déterminé à protéger son foyer du pillage. Les communautés chypriotes ont été ravagées toutes les deux par les événements. Il en est de même pour leur environnement naturel et pour l'infrastructure économique dont la communauté grecque, ainsi que la communauté turque, dépendent. Les avions de guerre turcs ont incendié sans raison les cèdres et les pins qui couvraient des centaines d'hectares sur les collines de Troodos situées bien loin du théâtre des opérations. Dans la partie de l'île occupée par les Turcs, les vergers que personne n'arrose se dessèchent, tandis que des centaines de milliers de tête de bétail

sont déjà mortes. Pour les Grecs, c'est le prix de la guerre; pour les Chypriotes turcs, c'est le résultat de leur prétendue libération."

65. Des témoignages de ce genre démontrent, s'il en était besoin, dans quelle mesure l'invasion de Chypre était une opération de paix. Elle a, au contraire, créé un problème de souffrance humaine de toute première envergure, un problème qui tendra à devenir de plus en plus explosif s'il ne trouve sa solution dans les délais les plus brefs.

66. A Genève, dans cette conférence de triste mémoire, la délégation turque avait déclaré : "On a tout essayé à Chypre, ça n'a pas marché. Nous vous proposons une solution nouvelle." Les termes de cette solution sont connus des membres de cette assemblée. Ce qui reste à savoir, c'est s'il s'agit d'une solution nouvelle ou de la réalisation d'un projet formé et nourri dès l'apparition de ce que nous appelons le problème de Chypre, s'il s'agit d'une nouvelle formule avancée pour résoudre le problème d'une façon rationnelle ou d'un ancien plan, sans aucun rapport avec les données démographiques et économiques du pays, qui ne pourrait s'appliquer que par la force des armes. Voyons les choses de plus près.

67. En 1964, le Conseil de sécurité, voulant compléter son œuvre de pacification, avait institué un mécanisme de médiation [*résolution 186 (1964)*]. M. Sakari Tuomioja, le premier Médiateur des Nations Unies pour Chypre, avait reçu, le 18 avril 1964, du Gouvernement turc, une proposition conçue en ces termes :

"Chypre sera une République fédérale, composée de la communauté grecque et de la communauté turque, chacune résidant, respectivement, dans les régions grecque et turque. La création des régions grecque et turque sera suivie d'un échange obligatoire de populations, dans les cas où une telle solution s'avérerait nécessaire. La région turque comprendra la partie septentrionale de l'île, littoral inclus, délimitée par une ligne qui partirait de Yialia, au nord-ouest, passerait par le secteur turc de Nicosie et aboutirait au secteur turc de Famagouste. Pour créer cette région turque, environ 10 000 familles grecques et turques, respectivement, seront soumises à un échange obligatoire."

68. Un an plus tard, en 1965, le successeur de Tuomioja, M. Galo Plaza, l'éminent homme d'Etat de l'Equateur, recevait de la part des Turcs la même proposition. Dans son rapport, le Médiateur présentait les réflexions suivantes :

"Tout d'abord, la séparation des communautés est absolument inacceptable pour la communauté qui constitue la majorité à Chypre et, selon toutes apparences, ne pourrait être imposée que par la force. L'opposition est en partie politique : les Chypriotes grecs voient dans cette proposition la première étape d'un partage de l'île, malgré les dénégations énergiques des dirigeants chypriotes turcs et du Gouvernement turc. Mais, à mon avis, les autres objections, d'ordre économique, social et moral, sont en elles-mêmes des obstacles sérieux à la proposition. Elle exigerait, semble-t-il, le transfert forcé des intéressés — des milliers de personnes de part et d'autre —, ce qui irait à l'encontre de tous les grands principes tenus en honneur à l'heure actuelle, et notamment de ceux qu'énonce la Décla-

ration universelle des droits de l'homme. Il s'agirait en outre d'un transfert forcé qui imposerait sans doute de dures épreuves aux familles en cause, car il serait impossible d'assurer à toutes ces familles, et peut-être même simplement à la majorité d'entre elles, des terres ou un travail appropriés à leurs besoins et à leurs connaissances, en échange de ce qu'elles auraient abandonné; on aboutirait aussi à un bouleversement économique et social tel que l'une et l'autre parties du pays risqueraient de ne plus être viables. Cet état de choses constituerait une cause durable, sinon permanente, de mécontentement et d'agitation.

“De plus, les deux Etats fédérés envisagés seraient séparés par une ligne artificielle coupant à travers des parties interdépendantes de zones homogènes, parmi lesquelles figureraient, selon les propositions chypriotes turques, les villes de Nicosie et de Famagouste. Cette ligne de partage ne deviendrait-elle pas inévitablement une source de multiples difficultés administratives et une cause constante de frictions entre deux populations se méfiant l'une de l'autre ?”

69. Il est utile de retenir l'observation du Médiateur à savoir que la séparation des communautés par un échange forcé de populations ne pourrait être imposée que par la force. Le Médiateur ne pouvait mieux prédire. C'est, en effet, par la force que la Turquie essaye aujourd'hui de mettre en application son projet de séparer physiquement les deux communautés en essayant de concentrer tous les Turcs chypriotes dans la zone du nord, qu'elle occupe, et en refoulant la population chypriote grecque vers le sud.

70. Les Grecs et les Turcs ne peuvent vivre ensemble, nous dit-on. Ceux qui avaient lancé ce slogan il y a plus de 10 ans n'ont, en effet, jamais voulu que les deux communautés continuent à vivre ensemble comme elles l'ont fait durant des siècles entiers. Ils ne le voulaient pas, car leur séparation aiderait à créer une zone purement turque qui préluderait au partage de l'île, but poursuivi avec une persistance digne d'une meilleure cause.

71. Quels sont les résultats de cette séparation ? Des dizaines de milliers de Turcs seront déracinés de leurs foyers ancestraux pour déménager du sud au nord. Naturellement, ils entreront dans les biens des Grecs réfugiés au sud. Et peut-être d'autres Turcs, ceux-ci venant de Turquie, viendront coloniser la zone occupée — car celle-ci est vaste — et les biens et avoirs grecs considérables. Quant aux 200 000 Chypriotes grecs expulsés qui habitaient la zone occupée et qui représentent plus d'un tiers de la population de la République, quel sera leur sort ? Ou bien ils seront obligés de quitter l'île et d'aller augmenter le nombre des réfugiés en pays étrangers, ou bien ils seront forcés de vivre indéfiniment dans des camps de réfugiés comme les malheureux Palestiniens.

72. Sûrement, les Nations Unies ne peuvent permettre un tel aboutissement de la crise chypriote. D'abord parce qu'il irait à l'encontre des principes humanitaires qui régissent notre communauté internationale. Ensuite, parce que si l'on arrivait à reconnaître qu'une communauté minoritaire de 18 p. 100 a le droit pour vivre dans le confort des biens d'autrui, d'occuper les 40 p. 100 du territoire d'un Etat et de réduire la majorité de la population à la misère, ce

serait ouvrir la boîte de Pandore et bouleverser l'ordre établi dans tous les Etats qui ont des minorités ethniques.

73. Il y a aussi un autre aspect dans ce problème qui intéresse un nombre considérable des membres de l'Assemblée : l'orientation diplomatique de Chypre.

74. Depuis son indépendance, Chypre a suivi une politique de non-alignement et a occupé dans le tiers monde une place bien au-dessus de son étendue et de sa puissance. Cela a été l'œuvre du Président de la République de Chypre et le résultat du rayonnement de sa personnalité. Cette politique a pu être adoptée parce que Chypre jouissait de la pleine indépendance et d'une souveraineté incontestable. Elle ne pourra être poursuivie avec la présence massive de troupes turques ou sous un régime qui ne sera, au fond, qu'une force de protectorat d'une puissance voisine mais étrangère.

75. C'est pour ces raisons que nous appuierons tout projet de résolution qui serait fondé sur les principes qui sont essentiels à la survie de Chypre comme Etat indépendant et souverain. Un tel projet de résolution devrait demander, en conséquence, le retrait de toutes les forces étrangères se trouvant sur le territoire de Chypre et la cessation de toute ingérence externe dans les affaires de Chypre. Elle devrait demander aussi le retour des réfugiés dans leurs foyers. Ces principes doivent être respectés et reconnus comme formant la base de toute entente qui pourrait survenir entre les représentants des deux communautés chypriotes.

76. Il ne nous appartient pas de dicter aux Chypriotes les termes de leurs arrangements constitutionnels. Chypre est et doit rester un Etat indépendant et souverain dans le maintien de son intégrité territoriale. Toute négociation inter-chypriote concernant la structure étatique que nous encourageons doit avoir comme ligne directrice ce principe qui n'est pas et ne peut pas être négociable. Les Chypriotes n'ont pas sacrifié leur droit à l'autodétermination pour voir leur pays devenir un protectorat turc.

77. On pourrait observer que même la Turquie se déclare en faveur d'un Etat chypriote indépendant. Cependant, le représentant de Chypre a exposé en détail certaines mesures déjà prises dans la zone occupée par les forces turques, mesures qui tendent à lui enlever toute caractéristique chypriote et à en faire ni plus ni moins qu'une province turque ou, pour employer un terme cher à nos voisins, une prolongation du territoire turc. Dans ces conditions, quelle autorité, quels pouvoirs resterait-il au gouvernement de la République ? Et pourrait-on parler d'un Etat réellement indépendant ou alors d'un semblant d'indépendance qu'emporterait le vent soufflant de la côte d'Anatolie ?

78. Les Chypriotes, qu'ils soient grecs, turcs ou autres, doivent pouvoir régir leur propre destinée dans l'équité. La Grèce appuiera le résultat d'une négociation entre Chypriotes pourvu que cette négociation se déroule librement, en dehors de la menace des armes qui vise à paralyser les volontés et à subjuguer tout sentiment de dignité humaine. C'est dans cette direction que les membres de l'Assemblée générale sont appelés à apporter leur précieuse contribution.

79. L'Assemblée générale exprime la conscience et les aspirations de l'opinion publique mondiale. Elle

a, de par le passé, en consacrant par une série de résolution un nouvel ordre dans les relations interétatiques, influencé profondément l'orientation de la communauté internationale et justifié les espoirs de tous les peuples en un monde meilleur. Je suis persuadé que l'Assemblée renforcera ces espoirs dans le cas de Chypre et du sort tragique qui vient de frapper son peuple.

La séance est levée à 12 h 20.

NOTES

¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément de juillet, août et septembre 1974*, document S/11416.

² *Ibid.*, document 11465.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Séances plénières, 1319^e séance*, par. 80.

⁴ *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, 1793^e séance*, par. 11.

⁵ *Traité de paix, signé à Lausanne le 24 juillet 1923 (Société des Nations, Recueil des Traités, vol. XXVIII, 1924, n° 701).*

⁶ Signés à Nicosie le 16 août 1960.

⁷ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, Supplément de janvier, février et mars 1965*, document S/6253, par. 153 et 154.